

LES MÉTALLOS DU FRONT POPULAIRE À LA LIBÉRATION



1936 | 1946



C. Ven © E. Barbara

L'objectif et les missions de notre institut ne se résument pas à la dimension mémorielle.

On ne peut toutefois échapper à ces grands rendez-vous historiques qui s'imposent à nous.

En cette année 2016 comment ne pas évoquer le Front populaire et les avancées sociales qui l'accompagne. Est-il concevable de faire l'impasse sur ce moment essentiel du mouvement social pour notre pays et qui constitue la référence de notre syndicalisme ?

Les commémorations de 1936 ne vont pas manquer.

Dans les semaines qui viennent, les photos de bals populaires, d'accordéons, de poings brandis dans les ateliers et de tandems vont de nouveau faire la une des journaux et magazines. Déjà, le journal *Marianne* a sorti un numéro spécial qui a pour titre : « Quand la gauche faisait encore rêver ».

Car c'est aussi là, l'intérêt de la chose. Remettre en parallèle ces images mythiques.

Car au-delà du rappel des occupations d'usine, ces commémorations ne manqueront pas de s'inscrire dans la réalité politique, économique et sociale du moment.

C'est pourquoi, au-delà de la nostalgie, il n'est pas inutile d'interroger notre histoire. Car il est dangereux de vouloir réduire l'image de 1936 à celle du grand soir.

Cette approche est une conception fallacieuse de ces temps dits « heureux », d'une classe ouvrière forte et conquérante, d'une conscience de classe affirmée. Elle mérite d'être observée avec un peu d'attention. Cette imagerie, qui fera encore de l'effet dans les semaines qui viennent, et qui reste profondément ancrée dans les masses, cache une réalité plus mitigée.

La grande victoire électorale du Front populaire en mai 1936 n'est en rien l'irruption sur le devant de la scène d'une évidence. Elle ne va pas de soi. Elle ne constitue pas une étape naturelle d'un processus logique, irréversible.

Les forces qui traversent la destinée humaine sont profondes, parfois insoupçonnées et rarement spontanées.

Parler du printemps 1936 nécessite de mettre en perspective l'ensemble de ces années trente qui furent si riches en rebondissements et en signes avant-coureurs du drame qui se jouait.

La Seconde Guerre mondiale n'est pas le simple soubresaut de la première ni uniquement le fruit de l'humiliation du peuple allemand par le traité de paix de Versailles de 1919. Les logiques et les forces qui vont animer et embraser les

deux décennies qui vont suivre sont issues de l'exploitation et de la lutte des classes. De tentatives pour les combattre, les museler, les détourner ou les nier.

La terrible crise économique de 1929 étend ses ravages en France dès 1931.

Il apparaît que bien avant 1936, en 1932, les forces assimilées à ce que l'on peut appeler la gauche, obtiennent la majorité aux élections législatives avec 341 députés sur 611. Mais le comportement de certains, notamment des radicaux, et l'habitude des petits arrangements ne permettra pas qu'un véritable gouvernement de gauche soit investi. Déjà la voix exprimée dans les urnes par les citoyens est bafouée et la politique mise en œuvre est bien loin des espérances exprimées et des attentes. On pourrait faire un parallèle avec une actualité tout aussi douloureuse pour les travailleurs. Mais restons prudents et méfions-nous des comparaisons hâtives. Cette expérience et les événements qu'elle va engendrer vont créer, peu à peu, les conditions pour élaborer une toute autre alternative politique dans le pays.

L'élément déclencheur de la construction d'une autre voie, le phénomène qui va cristalliser une volonté de changement est sans conteste l'émeute du 6 février 1934. La tentative de déstabilisation du pouvoir par les ligues factieuses va soudain faire apparaître le péril de la situation et la nécessité de construire une véritable union des forces progressistes du pays contre l'extrême-droite.

Rappelons que l'Italie est déjà sous le joug des fascistes de Mussolini et qu'en Allemagne Hitler et ses nazis sont au pouvoir depuis 1933.

Permettez-moi d'illustrer mes propos par quelques témoignages de métallos. Et pour commencer celui d'Henri Rol-Tanguy. Henri est embauché, le 19 septembre 1930, comme chaudronnier-tôlier aux usines Bréguet dans le XIV^e arrondissement. Comme beaucoup d'ouvriers de sa génération, la conscience du nécessaire engagement surgit en 1934, dans le tumulte qui suit les journées de février, et le pacte d'unité d'action, en juillet, entre la SFIO et le parti communiste. Il dit, dans la biographie que lui a consacré Roger Bourderon :

« Je me suis dit que ce n'était plus possible de rester en dehors de tout ce qui se passait. Alors je me suis mis à militer. Ma préoccupation première : organiser, donner un support à l'action revendicative et politique dynamisée par le levain antifasciste ».

Très vite il devient un élément important des jeunesses communistes mais s'investit aussi en tant que métallo dans le syndicalisme et met sur pied une section d'une vingtaine d'adhérents à la CGTU dont il devient le secrétaire.

En 1932, un autre camarade arrive à Paris, à 18 ans, de sa province natale, avec deux CAP en poche, celui d'ajusteur et de tourneur. Il s'appelle Roger Linet et se syndique à la CGTU en septembre 1933. Il milite à l'Union locale du XI^e arrondissement et côtoie des camarades comme Alfred Costes ou Jean-Pierre Timbaud.

Les témoignages de ces camarades, et non des moindres puisque ce sont les deux présidents d'honneur de notre IHS CGT de la métallurgie, fournissent sur cette époque et les conditions du militantisme une image toute autre de celle de l'ouvrier CGT conquérant et victorieux.

En 1934, Roger remplace le trésorier de la section locale du XI^e arrondissement. Les permanences ont lieu chaque dimanche matin, dans un café de la rue d'Angoulême. C'est l'occasion pour les syndiqués individuels, c'est-à-dire la quasi-totalité, de venir payer leur cotisation. Seules quelques grandes entreprises de la région parisienne maintenaient une ou plusieurs sections syndicales organisées presque clandestinement. Beaucoup ne viennent pas. Alors Roger se rend au domicile des adhérents, parcourant à vélo tout l'arrondissement. Il est toujours bien accueilli. À cette époque, il y a au moins huit mille métallurgistes dans le XI^e arrondissement, dans de multiples petites et moyennes entreprises, installées souvent dans des arrière-cours, mais il n'y a pas 200 adhérents CGTU. Quelques ouvriers, des chômeurs, peu de jeunes et presque pas de femmes.

Des réunions sont organisées pour faire avancer les idées notamment celle de contrat collectif à imposer aux patrons. Et pour un syndicat plus fort, on fait appel à l'adhésion, à l'union, à l'unité syndicale. Parfois personne ne vient.

Ne prêchaient-ils pas dans le désert avec une aussi faible organisation syndicale ?

Ils gardent en tout cas le sentiment que leurs idées, lentement, font leur chemin. C'est ce que l'on peut appeler la foi révolutionnaire.

Ils sont à peu près tous convaincus que, de leur vivant, ils assisteront à la révolution socialiste en Europe et notamment en France. Et cela ne saurait tarder ! Le fascisme étant la dernière étape du capitalisme, si l'on parvient à le battre, à l'empêcher de parvenir au pouvoir, on débouchera sur la révolution sociale...

Pour l'heure les anecdotes rapportées trahissent les réalités plus dures et les difficultés du quotidien. À l'exemple de Costes et Timbaud, deux dirigeants des métallos parisiens. Ils fumaient la pipe et avaient la réputation de bien garnir leur bouffarde, quand ils se trouvaient à proximité du paquet de tabac des copains ; leurs pipes étaient profondes et gourmandes. Les copains savaient qu'il ne resterait pas grand-chose mais en riaient, sachant qu'un salaire de permanent, pas toujours assuré, ne suffisait pas à alimenter leur tabagie.

Rol-Tanguy lui, se souvient qu'en 1934, quand il a commencé à militer chez Bréguet, il faisait ronéoter le journal syndical à la bourse du travail, siège du syndicat des métaux CGTU. Il raconte : « Il y avait une secrétaire, Léa, qui faisait tout, dactylo, secrétariat, trésorerie. Un jour, Frédo – Alfred Costes – lui demande un peu d'argent pour aller déjeuner. Il y avait quinze francs dans le coffre, tout juste de quoi se payer trois repas. Elle nous les a donnés pour qu'on puisse aller casser la croute... En 1936, quand j'étais encore chez Nessi, je reviens au syndicat – CGT cette fois puisque la réunification était faite. Il y avait toujours Léa, mais elle marchait presque sur l'argent. Elle entassait pièces et billets, elle les mettait dans de petites valises achetées chez Uniprix... Ca m'est resté, les petites valises et les quinze francs ».

Mais pour l'heure, les vagues d'adhésions massives de 1936 sont encore loin.

C'est l'époque où Jean-Pierre Timbaud est bien obligé d'affronter des réalités plus terre-à-terre.

Timbaud c'est le grand leader, le meneur d'homme, le tribun. Celui qui aujourd'hui encore reste une référence, un repère pour les



Une vue de la tribune © R. Gauvrit

métallos. Au printemps 1933 il a mené une des plus grandes et belles batailles, celle des Citroën.

Accablé de dettes de jeux aux casinos, André Citroën décide, pour se refaire, de diminuer les salaires de ses 18 000 salariés de 20 %. La grève commence, initiée par quelques-uns et s'étend rapidement grâce aux qualités d'organisation de Timbaud. Il met en place l'élection d'un comité de grève de 180 membres, issus des différents ateliers, syndiqués ou non, donnant ainsi aux grévistes la direction de leur mouvement. Après 35 jours de grève, Citroën est contraint de reculer et cela met un coup d'arrêt aux ambitions du patronat de la métallurgie qui espérait pouvoir s'engouffrer dans la brèche des réductions de masse salariale. Au terme du conflit la CGT est passée d'une centaine

d'adhérents à 1 400 syndiqués. Jean-Pierre Timbaud viendra expliquer au congrès confédéral suivant, les techniques de lutte qui ont permis un tel succès.

Mais ces années trente sont cruelles, même aux plus grands militants. En 1934, Timbaud se retrouve cantonnier à Gennevilliers où il anime le comité de chômeurs et devient même directeur de la colonie de vacances à Granville.

Il faut attendre le congrès de réunification de la fédération des métaux pour qu'il soit réélu en 1936 à la commission exécutive.

Le besoin d'unité est au cœur des revendications et vécu comme une nécessité. Roger Linet se rappelle le 10 octobre 1934, où, lors d'un meeting à Nantes, au moment même où se tenait le congrès du parti radical,

Maurice Thorez appelle à l'union, non seulement avec les socialistes mais avec les radicaux afin de réaliser le « Front populaire pour le pain, la paix, la liberté ». Il faut que le drapeau rouge s'allie au drapeau tricolore et que l'Internationale rejoigne la Marseillaise.

En 1935, Roger Linet, devenu secrétaire adjoint de la section locale des métaux, entame le long chemin de la réunification.

Des contacts sont pris avec les dirigeants CGT. Le langage n'est pas encore très unitaire, on s'invective, on s'envoie quelques noms d'oiseaux. Les échanges sont si tendus que le seul élément positif qui en sort c'est la décision de se revoir. Donc, rien n'est perdu. Puis un communiqué commun est décidé, mais juste pour annoncer des rencontres communes.

Les pourparlers pour s'engager dans une perspective de fusion accusent un point d'arrêt quand il est question des trésoreries. Les caisses de la CGTU sont vides, les dettes s'accumulent notamment chez les imprimeurs, à la CGT on dépense peu en tracts et en affiches.

La CGT affiche 350 000 adhérents, mais la réduction s'amorce en 1934. La CGTU est passée de 430 000 adhérents en 1927 à 258 000 en 1932, mais la situation, les périls, la font remonter dès 1934. Dans les métaux de la région parisienne la situation est très différente : on dénombre 10 000 syndiqués CGTU contre tout juste un millier pour la CGT.

Sur les conseils de Benoit Frachon, un militant remarquable, Henri Gautier, secrétaire fédéral, est muté dans la région parisienne. Avec un militant de sa valeur, une nouvelle étape s'ouvre sur la voie de l'unité syndicale. On organise en commun des assemblées d'information ouvertes à tous les adhérents. Chaque orateur CGT et CGTU disposant du même temps de parole. Henri Gautier, unitaire convaincu, parle avec clarté et précision, il n'en est que plus convainquant.

Malgré les menaces de la direction de la CGT aux adhérents qui se laissent entraîner dans cette démarche, les syndicats uniques se multiplient. Au mois d'août 1935 on en dénombre plus de 700. Et le 27 septembre la décision d'une réunification confédérale est décidée par les congrès CGT et CGTU.

En juin le congrès SFIO accepte l'idée de Front populaire et après le grand rassemblement du 14 juillet où un demi-million de femmes et d'hommes défilent de la Bastille à la Nation, une majorité du parti radical se rallie à cet objectif, le 27 octobre.



Roger Linet © R. Jean-François

Pour Roger Linet : « Que de chemin parcouru... J'étais confiant, et il y avait de quoi ! Je me sentais bien dans ma peau, tout en sachant qu'il y aurait encore des luttes à mener contre les injustices sociales qui persistaient et s'aggravaient. Et il y aurait encore à réagir, donc à lutter contre les incompréhensions et les pièges tendus pour freiner notre marche en avant. Mais je me sentais plus fort, parce que nous étions plus forts ! J'étais plus résolu, parce que le mouvement s'annonçait irrésistible... Au moins, je l'imaginais ainsi, avec une tendance, sans doute, à brûler les étapes. J'avais comme l'impression que rien ne pourrait endiguer cette union, cette volonté de masse qui engendre une puissance extraordinaire ».

Le 6 mars 1936, à Toulouse, le congrès de la réunification de la CGT voit s'opposer deux conceptions : celle du réformisme et celle de la lutte des classes. Le débat ne sera pas clos malgré l'accord réalisé. Mais le besoin d'unité est un mouvement si puissant qu'il balaye les obstacles et impose un compromis.

Robert Bothereau, secrétaire de la CGT, se voyant reprocher par un camarade d'avoir accepté l'unité lui explique : « la vérité est que

nous n'avions pas le choix ; alors il fallait accepter avec les garanties obtenues, ou bien partir ».

Toutefois en octobre 1936, les anticommunistes au sein de la CGT réunifiée, fonderont l'hebdomadaire *Syndicats* qui sera la base d'une fraction et le ferment de la division à venir.

Le congrès de la fédération des métaux ne se tiendra que les 26, 27 et 28 septembre.

Élu membre de la commission de contrôle financier de la fédération, Roger Linet se rendra régulièrement aux réunions convoquées par le trésorier Léon Chevalme, issu de la CGT. Celui-ci leur verse à chaque fois des jetons de présence, pratique héritée des syndicats réformistes. Il s'empresse de les reverser à la caisse de solidarité du syndicat.

Sur le plan politique les mots d'ordre sont de plus en plus populaires à l'image de : « faire payer les riches » et « l'union de la nation française contre les 200 familles ».

Au printemps 1936, l'unité a été construite et encadrée par un accord. Le 3 mai, la gauche obtient 387 élus aux élections législatives, mais cette fois-ci le rapport de force interne est d'une autre nature. Si la gauche ne gagne que 46 députés, les radicaux en ont perdu 49, la SFIO en gagne 17 et le parti communiste 60, passant de 11 à 72 députés.

À ce nouvel équilibre vient s'ajouter l'initiative qui s'amplifie de jours en jours de l'occupation des usines par les travailleurs.

Dès le 9 mai, au Havre, chez Bréguet, les ouvriers en grève occupent l'usine, le 13 mai c'est chez Latécoère à Toulouse. La répression patronale, les menaces de lock-out qui persistent entraînent la multiplication des

occupations. Le mouvement gagne la région parisienne à partir du 14 mai. Le 28 mai les 33 000 ouvriers de chez Renault à Billancourt entrent à leur tour dans l'action et occupent l'usine le soir même.

Très vite, dans toute la France et dans toutes les branches, le mouvement s'amplifie. À chaque bulletin d'information, la TSF égrène le nom des entreprises qui ont rejoint le mouvement.

Les dirigeants socialistes s'inquiètent de la gêne occasionnée à la tâche de Léon Blum.

Le 4 juin, il y a plus de deux millions de grévistes.

Roger Linet l'avoue : « au syndicat nous n'avions pas programmé ce déferlement. Nous avons nous-même été submergés, ne sachant où donner de la tête et pourtant il fallait s'y retrouver et jouer notre rôle ».

Rol-Tanguy, lui, a été licencié le 21 décembre 1935. Le 6 janvier 1936, il est embauché comme tuyauteur chez Citroën dans le XV^e arrondissement. Il doit partir dès le 4 février. La direction a eu des informations sur lui. Du 17 février au 26 mars, il est tôlier chez Le Calvez dans le XIII^e arrondissement, puis le 29 mars chez Nessi et Frères à Montrouge. Il y lancera une section syndicale et obtiendra, après quelques jours de grève en juin, une augmentation des salaires et deux heures par jour pour le délégué d'usine. Il raconte : « ces jours-là, nous allions aussi en délégation, parfois musique en tête, dans d'autres entreprises, en grève ou non. Dans ce dernier cas nous discussions avec le personnel, pour l'amener à participer au mouvement. Tout cela dans une liesse profonde, de bon aloi et de haute tenue. D'ailleurs, à



Henri Rol-Tanguy © R. Jean-François
aucun moment la police n'est intervenue ».

Après l'exaltation du printemps, Henri est licencié dès le 29 octobre. C'est alors que Jean-Pierre Timbaud, secrétaire de l'Union des syndicats des travailleurs des métaux CGT de la Seine lui demandera de devenir permanent syndical. Dès le mois d'août, il est chargé d'organiser l'aide des métallos aux républicains espagnols. Car la rébellion franquiste a éclaté le 18 juillet et la lutte armée contre le fascisme a démarré. Fin septembre c'est lui qui appelle à l'engagement dans les brigades internationales. Il en fera lui-même deux fois la demande, deux fois refusées par le parti. Ce n'est qu'en février 1937 qu'il sera enfin sollicité pour partir dans les brigades. Il y obéira avec enthousiasme.

Pour élargir mon propos je voudrais évoquer un témoignage émanant d'une toute autre personnalité. Celui d'une métallote un peu particulière. Il s'agit de Simone Weil. Universitaire, philosophe, militante politique, Simone a pris l'initiative de venir travailler en usine afin de mieux appréhender la condition ouvrière.

Ouvrière sur presse chez Alsthom en 1934, puis à la chaîne chez Carnaud, à Boulogne-Billancourt, elle sera fraiseur chez Renault jusqu'au mois d'août 1935 où des problèmes de santé l'empêcheront de continuer. Je ne m'étendrais pas sur sa démarche d'aller à la rencontre des exploités, ni sur le côté mystique de son engagement, pas plus que de son rapprochement ponctuel avec la branche réformiste de la CGT. Ce qui ne l'empêchera pas de s'opposer à la proposition de syndicat unique, obligatoire et apolitique qui émergera dès 1938 notamment par le canal du journal *Syndicats* de René Belin, futur ministre de Pétain, au sein de l'organisation syndicale.

Il n'est pas inutile de relire les notes qu'elle a prise durant ces années précédant le Front populaire, sur la difficulté, la pression, l'angoisse et l'incertitude permanente des ouvriers et ouvrières d'usine. Ce sont ses réflexions, et la confrontation concrète avec l'univers de la production et des ateliers qui forgera, encore plus, sa conviction de l'exploitation humaine par le capital.

Dans son témoignage, « La vie et la grève des ouvrières métallos », elle analyse la spontanéité de ce mouvement de grève d'un nouveau type, avec occupation des usines :

« Dès qu'on a senti la pression s'affaiblir, immédiatement les souffrances, les humiliations, les rancœurs, les amertumes silencieusement amassées pendant des années ont constitué une force suffisante pour desserrer l'étreinte. C'est toute l'histoire de la grève. Il n'y a rien d'autre ».

Et elle poursuit : « Des bourgeois intelligents ont cru que la grève avait été provoquée par les communistes pour gêner le nouveau gouvernement. J'ai



Manifestation à Saint-Étienne [1930 - 1935] © coll. IHS CGT métallurgie

entendu moi-même un ouvrier intelligent dire qu'au début la grève avait sans doute été provoquée par les patrons pour gêner ce même gouvernement. Cette rencontre est drôle. Mais aucune provocation n'était nécessaire. On pliait sous le joug. Dès que le joug s'est desserré, on a relevé la tête. Un point c'est tout. Comment est-ce que ça s'est passé ? Oh ! bien simplement. L'unité syndicale n'a pas constitué un facteur décisif. Bien sur, c'est un gros atout, mais qui joue dans d'autres corporations beaucoup plus que pour les métallos de la région parisienne parmi lesquels on ne comptait, il y a un an, que quelques milliers de syndiqués. Le facteur décisif, il faut le dire, c'est le gouvernement du Front populaire. D'abord, on peut enfin – enfin ! – faire une grève sans police, sans gardes mobiles. Mais ça, ça joue pour toutes les corporations. Ce qui compte surtout, c'est que les usines de mécanique travaillent presque toutes pour l'État, et dépendent de

lui pour boucler le budget. Cela, chaque ouvrier le sait. Chaque ouvrier, en voyant arriver au pouvoir le parti socialiste, a eu le sentiment que devant le patron, il n'était plus le plus faible. La réaction a été immédiate.

Pourquoi les ouvriers n'ont-ils pas attendu la formation du nouveau gouvernement ? (...) En premier lieu on n'a pas eu la force d'attendre. Tous ceux qui ont souffert savent que lorsqu'on croit qu'on va être délivré d'une souffrance trop longue et trop dure, les derniers jours d'attentes sont intolérables. Mais le facteur essentiel est ailleurs. Le public, et les patrons, et Léon Blum lui-même, et tous ceux qui sont étrangers à cette vie d'esclave sont incapables de comprendre ce qui a été décisif dans cette affaire. C'est que dans ce mouvement il s'agit de bien autre chose que de telle ou telle revendication particulière, si importante soit-elle (...) Il s'agit, après avoir toujours

plié, tout subi, tout encaissé en silence pendant des mois et des années, d'oser enfin se redresser. Se tenir debout. Prendre la parole à son tour. Se sentir des hommes, pendant quelques jours. Indépendamment des revendications, cette grève est en elle-même une joie. Une joie pure. Une joie sans mélange ».

Et elle ajoute :

« On se contente de jouir, pleinement, sans arrière-pensée, du sentiment qu'enfin on compte pour quelque chose ; qu'on va moins souffrir ; qu'on aura des congés payés – cela, on en parle avec des yeux brillants, c'est une revendication qu'on n'arrachera plus du cœur de la classe ouvrière – qu'on aura de meilleurs salaires et quelque chose à dire dans l'usine, et que tout cela, on ne l'aura pas simplement obtenu, mais imposé. »

On pourra longuement revenir sur ce qui a suscité, motivé et fait

naître ce mouvement qui semble réellement spontané d'occupation des usines. Rol-Tanguy, Roger Linet ou Simone Weil, peuvent avoir des approches, des analyses ou des conclusions différentes, il n'en demeure pas moins que ce phénomène a profondément et durablement marqué les avancées du Front populaire et l'on ne peut s'empêcher de penser que c'est ce qui a manqué aux rendez-vous plus récents de l'accession de la gauche au pouvoir.

Permettez-moi de clore mon propos à ce printemps 1936 afin de laisser l'occasion aux camarades historiens de prolonger le récit.

Pour préparer ce débat nous avons fait le choix d'une décennie, celle de 1936 à 1946. Elle évoque ces nœuds qui apparaissent parfois dans l'histoire des hommes. De ces instants où en quelques années, un monde naît quand un autre s'effondre, de nouvelles idées, de nouvelles conceptions apparaissent et marquent l'avenir. À l'image de la Révolution française et des deux décennies qui l'ont suivies, faisant passer la société française de l'Ancien régime à la République puis à la dictature et à l'Empire avant de revenir à ses vieux préceptes. Pourtant, malgré cette impression de retour en arrière, ces années ont ébranlé le monde et marquent encore notre présent.

Tout autant, la décennie 1936-1946, avec le Front populaire, le retour d'une frange réactionnaire au pouvoir, la condamnation des syndicalistes et des militants révolutionnaires dès 1938, la défaite, l'occupation, le régime de Vichy, la résistance, le CNR, la libération et le retour d'une unité progressiste, éphémère mais riche en réalisations, ont tellement imprégné la société, jusque dans notre quotidien, qu'ils demeurent la référence à abattre pour les tenants du capital.

Il est essentiel de revenir sur le parcours des camarades qui ont milité, combattu, espéré, résisté et pour certains succombés à ces années à la fois si terribles et si enthousiasmantes. Revenons sur les espérances, les conquêtes, les principes et les valeurs qui ont émergé au printemps 1936, pour être ensuite niés, étouffés, parfois ensevelis avant de renaître sous la puissance de la libération du pays par son peuple.

Qu'en serait-il de ces jours heureux retranscrits dans le programme du CNR sans le formidable engagement des journées de printemps de 1936 ?

Et la résistance elle-même, dans son principe, ses valeurs, son unité et ses réalisations, exemple unique à l'échelle européenne, aurait-elle pu être possible et nourrir en son sein un tel objectif de conquêtes sociales sans les avancées et les mobilisations du Front populaire ?

On peut dire que le syndicalisme a marqué notre société, notamment au travers de ces journées mémorables et des luttes et sacrifices qui ont suivi.

Je reviendrai aux écrits de Simone Weil concernant le syndicat. Pour elle, « il n'est pas constitué de manière à être lui-même son propre but. C'est un outil. Une formule célèbre dit que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; l'on peut dire que le syndicat est l'outil par lequel ils fabriquent leur propre liberté. Un syndicat comme une église, doit, au cours des années, laisser comme un sillage dans le monde des hommes ; mais, à la différence des églises et des partis, ce sillage n'est pas constitué par des militants, ni même par des syndiqués ; il est constitué par des hommes libres ».

Alors, une fois préservée, analysée, transmise, que faire de cette mémoire ?

Quelle utilité lui trouver ?

Il est toujours hasardeux, voire dangereux de faire des parallèles. L'analyse lucide de l'actualité, si elle suppose de s'appuyer sur l'expérience et les enseignements du passé, ne doit pas être polluée, déformée ou figée sur une référence, aussi prestigieuse et enthousiasmante qu'elle puisse être.

Les périls de notre époque sont multiples et même si cela peut parfois être rassurant nous ne pouvons pas nous contenter de reproduire ce qui nous paraît, avec la distance, une recette efficace.

Il nous appartient de construire l'avenir. Et pour cela d'apprendre, encore et toujours, d'être outillés au mieux et de ne pas négliger l'expérience, cette lanterne qui éclaire le chemin parcouru. Pour le reste, ce n'est pas au passé d'éclairer l'avenir, mais à notre lucidité.



Alexandre Courban, Historien



Alexandre Courban © B. Troulet

Dans la mémoire collective, les grèves de mai-juin 1936 occupent une place exceptionnelle. Le dépouillement de plusieurs titres de la presse quotidienne parisienne nous offre la possibilité de revenir sur la mobilisation des ouvriers de Citroën qui mérite pleinement d'être racontée à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire du Front populaire.

Dans l'après-midi du jeudi 27 mai 1936, les ouvriers de l'atelier d'engrenage du 31 quai de Grenelle cessent le travail. Ils sont alors toujours en attente d'une réponse de la direction en possession de leurs revendications depuis une dizaine de jours. Ils réclament une augmentation du salaire horaire, le rétablissement des distributions de lait, l'augmentation du temps accordé pour les repas et l'octroi de quinze jours de vacances payées. La centaine d'ouvrier de l'atelier - entre 140 et 170 selon les sources - décide « de rester dans l'atelier jusqu'à satisfaction pleine et entière ». Les grévistes passent la nuit du 27 au 28 mai à l'intérieur de l'usine, « ravitaillés par leurs familles ». Ce sont « les femmes [qui] viennent apporter à leurs maris des colis de victuailles qu'elles passent à travers les barreaux des grilles ». On compte alors en région parisienne « 50 000 métallurgistes [qui] campent dans les usines » d'après *l'Humanité*.

Le lendemain, une rencontre est organisée avec la direction dans la matinée à l'issue de laquelle les grévistes décident de poursuivre le mouvement. Les ouvriers de l'atelier de fabrication des essieux et de montage des ponts arrières au 65 quai de Grenelle rejoignent ceux des engrenages dans la lutte. Ce sont désormais près de 1 400 métallurgistes de chez Citroën qui sont en grève. Une délégation est reçue par Pierre Michelin lui-même, sans que nous connaissions le résultat de cette entrevue.

Dans la soirée du vendredi 28 mai, un premier « orchestre de fortune » égaye cette nouvelle nuit d'occupation. « Les ouvriers se [trouvent] maître de l'usine » - précise un journaliste du *Matin* à ses lecteur - « la direction [ayant] quitté la place ». Un meeting est également organisé à l'intérieur de l'atelier de fabrication désormais occupée par 700 des 1 300 (ou 1 400) ouvriers et ouvrières qui y travaillent. D'autres ouvriers appartenant aux autres ateliers ou usines Citroën de la région parisienne y participent aussi. Un appareil radio donne « aux reclus volontaires » les dernières nouvelles du mouvement. La presse hostile au Front populaire s'inquiète que « la grève [puisse] s'étendre [le lendemain samedi] aux autres ateliers des établissements Citroën ».

Le lendemain samedi, la grève est effectivement devenue générale chez Citroën. Les ouvriers de Clichy (1 960), Saint-Ouen (1 100), Levallois (2 000), Javel (9 000) rejoignent à leur tour ceux de Grenelle. Un fanion rouge est rapidement hissé devant la porte principale. D'autres drapeaux - rouges et tricolores - flottent par la suite à l'extrémité de presque toutes les portes d'entrée des usines Citroën. Un compte-rendu de la situation à

Javel est publié dans *l'Action française* dirigé par Charles Maurras. Le ton est volontairement tragique. Les termes employés pour décrire ce qui se passe à l'intérieur de l'usine sont choisis pour affoler les lecteurs du journal nationaliste et antisémite. Le courant électrique est coupé dans les divers ateliers. Les portes extérieures sont fermées. Il est interdit de sortir. Par la suite, des piquets de grève sont installés aux portes pour filtrer les entrants et les sortants, retenant les cartes de ces derniers. La présence à l'intérieur de l'usine des députés communistes Charles Michels et Jules Fourier « accompagnés d'un Juif polonais (*sic*) » est souligné comme pour mieux dénoncer le « complot judéo-bolchévique » à l'oeuvre en France depuis la victoire du Front populaire.

Dans la matinée de ce troisième jour de grève, des délégués partent pour la Bourse du travail. D'autres se rendent auprès de Pierre Michelin. C'est la deuxième fois depuis le début du mouvement qu'il reçoit une délégation des « Citroën » en grève. D'après le *Matin*, le PDG de Citroën aurait déclaré que « la direction étudiait avec attention le cahier de revendications présentés ». Mais il aurait précisé que « cette affaire dépassait de loin la portée d'un simple désaccord entre employés et employeurs ». Autrement dit, qu'il convenait d'attendre la décision du gouvernement Sarraut - Léon Blum n'ayant toujours pas été investi - qu'il espérait dans l'après-midi. La délégation est invitée à revenir en fin de journée, à 18 heures.

Au cours de cette troisième entrevue, Pierre Michelin s'engage à reconnaître les délégués syndicaux et à ne pas appliquer de sanction pour faits de grève. Il pro-



Le cortège du syndicat des métaux de la région parisienne, vers 1937 © DR | coll. IHS CGT métallurgie

pose d'étudier « par la suite avec les délégués » les autres revendications. Par contre, il refuse - vraisemblablement pour la seconde fois - de satisfaire la demande d'augmentation des salaires.

De retour à Javel, une réunion est organisée sous la présidence de Charles Michels. Les délégués des usines Citroën décident à l'unanimité de continuer la grève. Considérant qu'aucune solution du conflit ne surviendra avant le 2 juin, les délégués décident de s'organiser méthodiquement pour continuer à occuper l'usine jusqu'à mardi. Il est alors décidé de renvoyer chez eux « les femmes, les hommes âgés, les mutilés et les jeunes gens ». Un « service de roulement » pour permettre à une

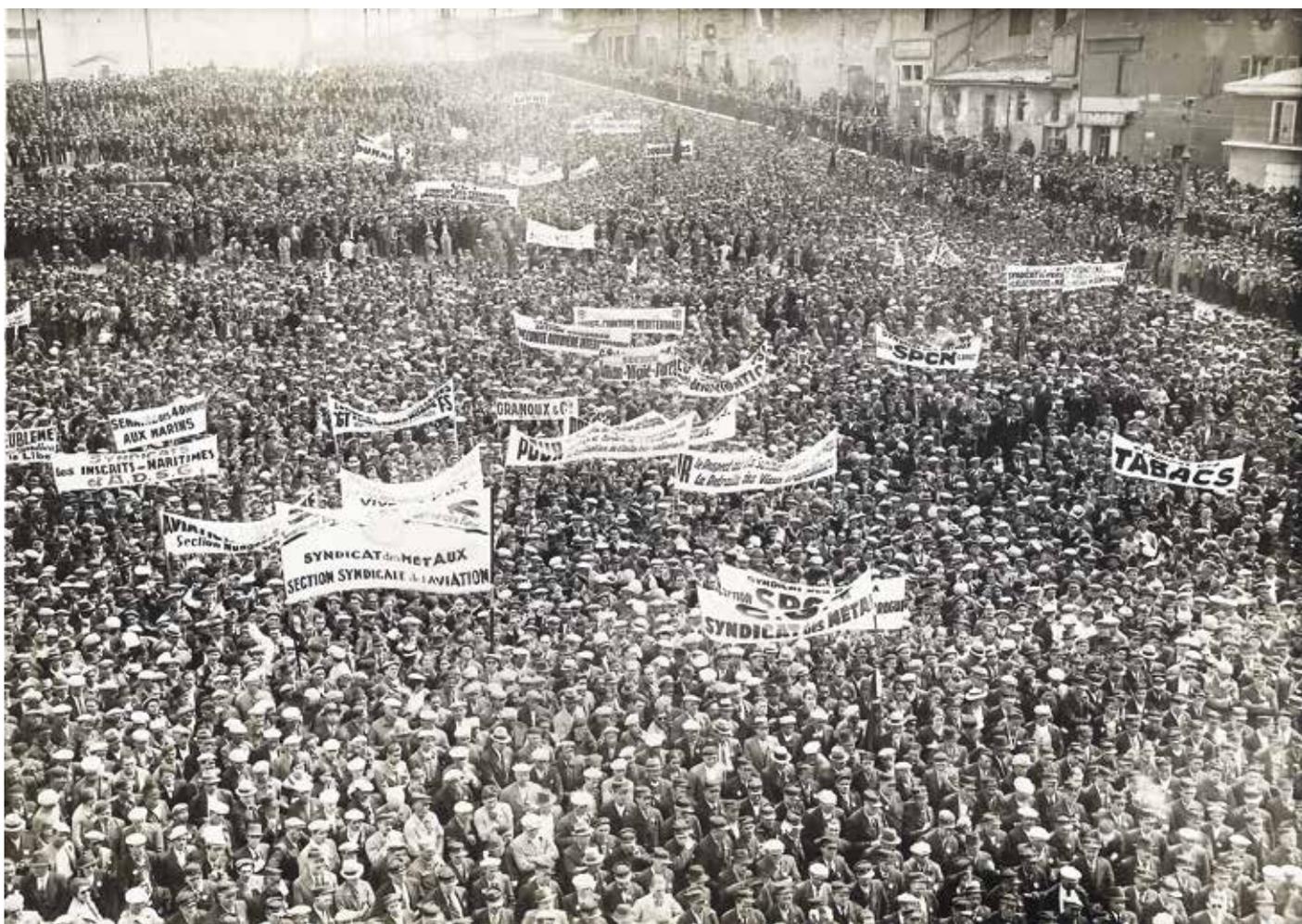
partie des grévistes de se reposer un certain temps à leur domicile pendant que l'autre continue d'occuper « la grève sur place » est organisé. La question du ravitaillement est également traitée.

Finalement, une nouvelle réunion est convoquée pour 9 heures dimanche 30 mai. Jean-Pierre Timbaud y participe pour le syndicat des métaux. Eugène Hénaff représente l'union des syndicats de la région parisienne. Trois délégués les accompagnent. Pierre Michelin est assisté du directeur général de Citroën, Pierre Boulanger. D'après le *Matin*, cette quatrième réunion s'est déroulée toute la journée « sans que de part et d'autre, on ait eu le temps ni de déjeuner, ni de dîner ». La question des sa-

laires demeure toujours le point sur lequel « la direction s'est montrée intransigeante ». L'un des rédacteurs du journal *l'Humanité* rapporte que Timbaud vient rendre compte de l'entrevue aux ouvriers rassemblés dans l'immense atelier : « Camarades, [...] les patrons sont édifés sur votre volonté de lutte. Continuez votre calme, votre discipline, et vous vaincrez ». Les pourparlers reprennent à 19h30 ; un accord est finalement trouvé à 21h45.

Quatre jours après avoir cessé le travail, les ouvriers de Citroën obtiennent entre autres :

- **une augmentation de 10 % du salaire horaires pour les tous les ouvriers ;**



Manifestation du 1^{er} mai 1937 [Pyrénées-Orientales] © DR | coll. IHS CGT métallurgie

- **un salaire horaire minimum de 4 francs pour les hommes et les femmes ;**
- **l'engagement de la direction de réduire les heures supplémentaires permanentes ;**
- **la durée du « casse croûte » passe de 20 mn à 30 mn ;**
- **le paiement de la journée du 29 mai, le personnel recevra la moitié du salaire moyen ;**
- **l'interdiction de fumer dans l'usine est levée, sauf dans les endroits dangereux ;**
- **le pointage aux heures régulières est supprimée.**

La reprise du travail est fixée au mardi 2 juin.

D'après *Le Matin*, « les ouvriers [font] leurs paquets et, le baluchon sur l'épaule, [quittent] en cortège les usines, heureux d'en avoir fini avec l'occupation – pas toujours agréable, surtout la nuit ». Tout porte à croire - contrairement à ce que laisse sous-entendre *Le Matin* - que tous les ouvriers de Citroën n'ont pas quitté les différentes usines dans la soirée du 30 mai. Du côté de la Porte Pouchet, où « le drapeau rouge flotte », une centaine de femmes auraient voulu passer cette « la dernière nuit avec leurs maris ». D'après *Le Figaro*, l'évacuation du 31 quai de Grenelle (engrenage) s'est déroulée dans la soirée du 31 mai sous la direction du député communiste Charles Michels.

Conformément à l'accord signé dans la soirée du 30 mai, les ouvriers de Citroën reprennent le travail mardi 2 juin. Un communiqué du comité de grève de l'usine de Levallois précise que les ouvriers doivent se présenter aux heures habituelles, c'est-à-dire 6h30 et 14h30.

Trois jours plus tard, la grève est votée pour la seconde fois depuis la victoire du Front populaire. Pierre Michelin refuse toujours de discuter du contrat collectif. Des piquets de grève sont installés, notamment du côté des ateliers de la rue Saint-Charles. D'après *l'Action française*, il s'agirait « d'empêcher de sortir les ouvriers hostiles à la grève et à l'occupation d'usine ».

Les « grévistes par la force » seraient majoritaires ; beaucoup auraient voté la grève « par timidité » ou se seraient abstenus.

Tout autre est l'information publiée dans *Le Matin* : « un roulement libéral [...] établi entre les ateliers permet à la majeure partie du personnel de passer la journée [du dimanche 7 juin] chez lui ». Une « matinée récréative » est offerte aux grévistes chargés d'assurer « la permanence de l'occupation ». Une estrade a été installée dans le hall du quai de Javel. On y voit des « chanteurs et fantaisistes amateurs soutenir avec plus ou moins de bonheur la concurrence d'artistes parisiens et de vedettes qui prêtent généreusement leur concours à cette fête familiale » parmi lesquels la chanteuse Marianne Oswald accompagnée de l'écrivain René Blech, secrétaire de la Maison de la Culture. Dans la soirée, un bal est organisé, « la direction [ayant même autorisée] le fonctionnement des cantines ».

Au lendemain de la signature des accords de Matignon, les pourparlers reprennent chez Citroën. « Une transaction devrait intervenir rapidement » croit pouvoir affirmer *Le Matin*, ignorant que cinq jours de discussion seront encore nécessaires avant qu'un accord ne soit définitivement trouvé dans la métallurgie.

Entre temps, un syndicat professionnel officiellement « ouvert à tous les indépendants », considéré comme « affranchi de toute appartenance politique » est créé. Il s'agit là d'un syndicat maison expressément fondé dans la foulée de la signature des accords signés entre la CGT et la CGPF sous la présidence de Léon Blum reconnaissant le droit pour tous les travailleurs d'adhérer à un syndicat. La direction Citroën-Michelin perçoit immédiatement tout le béné-

fique qu'elle pourra à terme obtenir en créant de toute pièce une organisation chargée de concurrencer la CGT avec laquelle elle s'apprête à signer un accord sur le contrat collectif.

Dans son édition du 13 juin, la presse ouvrière salue la victoire des métallurgistes de la région parisienne qui « viennent de remporter une importante victoire » pour reprendre les mots de Benoît Frachon. La signature de la convention collective de travail entre le patronat de la métallurgie de la région parisienne et les organisations de la CGT (Fédération des métaux, USTM, Union des syndicats de la région parisienne) dans la soirée du vendredi 12 juin met un terme à ce second conflit chez Citroën depuis la victoire du Front populaire.

L'évacuation de l'usine est désormais à l'ordre du jour. Quelques piquets de surveillance (et non de grève) sont installés pour éviter toute intrusion extérieure avant la reprise du travail programmée pour le 15 juin 1936.

Cette seconde victoire est largement fêtée. Dans le hall de Javel, 5 000 ouvriers se sont rassemblés. Une collecte a été organisée pour remercier Timbaud et lui offrir une montre. Un cortège s'est ensuite improvisé - avec « bannières, pancartes et drapeaux rouges » comme l'écrit le rédacteur du *Figaro* - immortalisé à la une du *Matin* et de *Paris soir*.

Deux jours après, les ouvriers de Citroën reprennent tranquillement le travail. « Tout s'est passé dans le calme » d'après le témoignage d'un gardien publié dans la presse.

Ultime épisode, les ouvriers de l'usine de Froncles (Haute-Marne) se mettent à leur tour en grève au début du mois de juillet 1936. Cette usine Citroën - qui nous

était récemment encore inconnue et sur laquelle nous manquons encore de renseignements - emploie alors 700 ouvriers. Les revendications présentent à la fois un caractère traditionnel (salaires, congés payés), mais aussi un aspect inattendu. Le renvoi de deux ingénieurs est explicitement demandé sans autre détail. À la grille de l'entrée de l'usine occupée, là aussi un drapeau rouge et un drapeau tricolore ont été hissés. Un directeur spécialement venu de Paris aurait été séquestré. Malheureusement, nous ne disposons pas d'autres éléments sur ce conflit à ce stade de notre recherche.

Toujours est-il que ces mobilisations ont ouvert une brèche dans le « bain moderne » qu'est Citroën.



Emeric Tellier © R. Gauvrit

On ne peut qu'être frappé par l'extraordinaire densité des événements qui s'enchaînent entre le milieu des années trente et la fin des années quarante.

En l'espace d'une petite quinzaine d'années, se succèdent ainsi la crise des années trente, la menace fasciste, l'élan du Front populaire, la guerre pour l'Espagne républicaine, la guerre, la défaite, la collaboration, la résistance, la libération, les pénuries et le rationnement, la reconstruction avant le basculement dans la guerre froide.

Imaginez un peu. Les travailleurs, leurs familles ont enduré les privations, les hivers rigoureux. Certains ont survécu à la clandestinité, à l'emprisonnement, aux tortures, à la déportation. Tous, ou presque, ont consenti à d'immenses sacrifices, mais tous, aussi, ont vécu des expériences exaltantes et émancipatrices sur le plan individuel et collectif. Le vent de liberté qui a soufflé trop peu de temps en 1936 comme en 1944 a tout de même marqué durablement les consciences et a permis d'infléchir l'histoire politique, sociale et économique de notre pays dans le sens des intérêts des travailleurs et de leurs familles.

L'immédiat après-guerre est une

période extraordinairement riche et complexe dans ses aspects politiques, économiques et sociaux, tant à l'échelle nationale qu'internationale.

Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, je vous propose de revenir sur quelques dates importantes. Si l'année 1942 est celle du coup d'arrêt donné à l'expansion des puissances de l'Axe (Allemagne, Italie, Japon), l'année 1943 est celle de la contre-offensive et de la formulation des projets politiques, économiques et sociaux pour l'après-guerre. Ainsi,

17 avril 1943. La signature des accords du Perreux acte la reconstitution de la CGT d'avant-guerre et le rapprochement entre la tendance ex-confédérée, « réformiste » de Léon Jouhaux avec la tendance ex-unitaire, « révolutionnaire » de Benoît Frachon. Sont bien évidemment exclus de cette reconstitution les collaborateurs du régime de Vichy de l'ancienne tendance « Syndicats » de René Belin. Cette réunification, bien qu'elle ait été difficile à mettre en œuvre concrètement, notamment au niveau des structures fédérales et interprofessionnelles, n'en n'est pas moins un signal fort.

27 mai 1943. Le Conseil national de la Résistance, sous l'impulsion de Jean Moulin, représentant du général de Gaulle, est créé dans le but de rapprocher les différents mouvements de résistances. On y retrouve les huit grands mouvements de résistance, les six principaux partis politiques d'avant-guerre et les deux principales organisations syndicales, la CGT et la CFTC. Cette structure, tout en démontrant aux puissances alliées la légitimité de la résistance nationale, est connue pour sa plateforme politique adoptée le 15 mars 1944 intitulée *Les Jours Heureux*

et sur laquelle je me contenterai de vous renvoyer sur la brochure issue du Repas des Anciens 2013.

3 juin 1943. Le Comité français de Libération nationale (CFLN) est créé sous la double responsabilité de De Gaulle et de Giraud et fusionne les deux autorités françaises participant à la guerre aux côtés des alliés. Un an plus tard le CFLN se mue en Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF) avec pour objectif de préparer la libération du territoire, le rétablissement de la légalité républicaine et éviter la mainmise des autorités militaires alliées sur le territoire national.

8 septembre – 5 octobre 1943. Libération de la Corse.

6 juin 1944. Le débarquement des forces alliées en Normandie donne le signal de la lutte pour la Libération du territoire.

La Libération du territoire

Je ne m'étendrai pas davantage faute de temps, mais il faut bien évidemment souligner le rôle essentiel des ouvriers dans la Résistance et notamment des militants métallurgistes. L'implication de la Résistance et des populations dans la libération du territoire national fut un facteur décisif, comme à Paris, Marseille ou Nice, quand ce n'est pas les maquis du Limousin, de Bretagne, de la région toulousaine qui ont assuré seuls la libération de leur territoire, malgré une répression féroce, comme celle dont fut victime le maquis du massif du Vercors. Le climat est particulier, durant le second semestre 1944, si l'on songe par exemple aux comités d'usine mis en place dans la région marseillaise ou dans la Loire.



La tribune du congrès fédéral (1946) © DR | coll IHS CGT métallurgie

La libération de Paris est acquise le 25 août 1944, après plusieurs jours d'affrontements très durs dans lesquels la population et la résistance parisienne dirigée par le métallo Rol-Tanguy (chef d'état-major des FFI), jouèrent un rôle admirable.

Dès le 10 août, à l'annonce des victoires alliées en Normandie, des grèves éclatent dans les transports, la police et les postes avant de s'étendre à toutes les corporations à partir du 15 août à l'appel de la CGT. Le 18 août, Rol-Tanguy fait apposer des affiches appelant au déclenchement de l'insurrection.

D'intenses combats opposent les résistants aux forces d'occupation et aux miliciens. Six cents barricades furent érigées. Cinq jours plus tard, l'essentiel de Paris a été libéré, mais les munitions manquent. L'appui provient de la

deuxième division blindée dirigée par le général Leclerc qui, après deux jours de marche et 200 kilomètres parcourus, entre dans Paris par la porte d'Orléans le 24 août 1944. Après de durs affrontements, l'état-major allemand est fait prisonnier le jour suivant et capitule. Au total, la bataille de Paris a coûté la vie de 130 hommes de la 2^e DB, plus de cinq cents résistants et près de 3 000 civils.

Dans les jours qui suivent la libération de Paris, les métallurgistes reprennent possession de leurs biens confisqués après l'adoption du décret du 26 septembre 1939 portant dissolution des organisations communistes ou considérées comme telles. La Maison des métallurgistes est reprise dès la fin du mois d'août 1944, ainsi que la polyclinique des Bluets. Suivent le château de Baillet à la mi-septembre puis celui de Vouzeron un

mois plus tard. Sans délai, des travaux de nettoyage et de remise en état sont engagés pour permettre leur utilisation rapide.

Un hommage est rendu aux militants métallurgistes, environ un millier, ayant sacrifiés leur vie pour la paix et la liberté. Parmi les nombreuses marques de cet hommage, relevons le changement de dénomination de la rue d'Angoulême, où est implantée la Maison des métallurgistes, qui devient la rue Jean-Pierre Timbaud le 20 octobre 1944, tandis que les salles ou les réalisations sociales changent également de nom : salle Maurice-Lacazette, salle Jean-Borne, centre de rééducation professionnelle Bernard Jugault.

La première réunion fédérale légale est organisée le 18 septembre 1944 au siège de la CGT, au 213 rue Lafayette dans le

XI^e arrondissement. Une direction fédérale provisoire est mise en place sous la direction d'Ambroise Croizat. Sa première décision consiste en l'exclusion immédiate des responsables syndicaux ayant collaborés avec le régime de Vichy et le Reich, et en premier lieu Roy, Gastal et Bardollet.

Le premier Conseil Fédéral national des métaux (l'équivalent du comité exécutif fédéral actuel) se réunit à Paris les 16 et 17 décembre 1944 pour ratifier un secrétariat fédéral provisoire. Déjà, et malgré la répression, l'internement, la mobilisation dans l'armée française de Libération qui combat en Alsace, la Fédération est redevenue une puissante force syndicale : fin 1944 elle regroupe 162 000 adhérents. Ils seront 850 000 à la fin de l'année 1945 sur un total d'1,2 million de salariés dans la métallurgie et près d'un million à la veille de la scission syndicale en 1947.

Le syndicalisme dans son ensemble retrouve des niveaux de syndicalisation proche de celui du Front populaire. Avec plus de quatre millions d'adhérents en

1946, la CGT pèse sur la vie économique, sociale et politique, à la fois en raison de ses effectifs mais aussi pour son action dans la Résistance et la libération du territoire.

Les ex-unitaires, réunis derrière Benoît Frachon, sont désormais solidement implantés, aux dépens de la tendance des ex-confédérés, réunis derrière Léon Jouhaux. Au congrès confédéral d'avril 1946, la proportion est la suivante : 85 % contre 15 %. La Fédération des métaux, la première en nombre de syndiqués, vote à 95 % pour la motion présentée par les ex-unitaires. Ce nouveau rapport de forces n'empêchera pas les divisions nées avant la guerre de ressurgir avant d'éclater à la fin de l'année 1947.

Un mot ici pour le mentionner, mais cette puissance se traduit également sur le plan international, avec la création de la Fédération syndicale mondiale en octobre 1945 et la localisation de son siège à Paris.

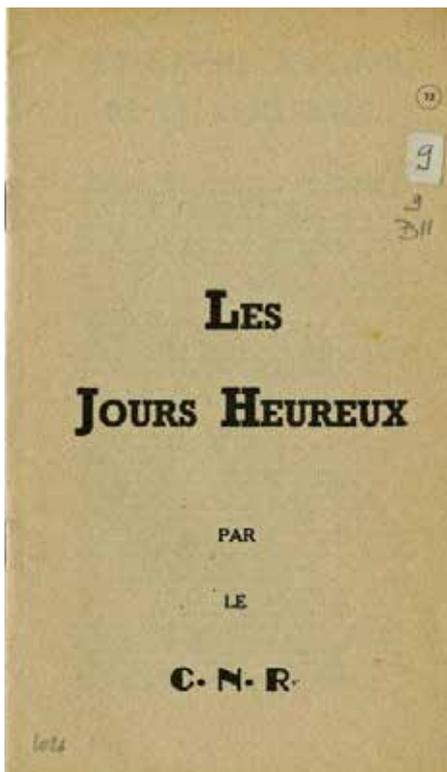
La « bataille de la production »

L'Occupation et les combats de la libération ont entraîné de très nombreuses destructions. Le pays est véritablement saigné à blanc par ces quatre années de guerre. L'indice de production industrielle est tombé à 35 % de celui de 1938. Les 2/3 de la marine marchande est hors d'usage, 80 % des quais de déchargement ont été détruits, tandis que les chantiers navals, les cimenteries, les aciéries, les raffineries de pétrole ont été durement frappées. Deux millions d'immeubles ont été détruits, 2 600 ouvrages d'arts détruits ou endommagés. Le Havre est détruit à 80 %. À ce trop bref aperçu, il faut également ajouter l'effondrement de la valeur du franc, l'inflation galopante, un marché noir solidement implanté, les pénuries, le rationnement, le chômage et des salaires gelés depuis 1939.

Il y a urgence. Le 10 septembre 1944, Benoît Frachon lance devant une assemblée de cadres syndicaux de la région parisienne la « bataille de la production ».



Une vue de la salle © B. Troulet



Couverture *Les Jours Heureux*
© MRN Champigny-sur-Marne

La tâche première est bien entendu de fournir des armes et des munitions aux combattants pour vaincre la machine de guerre nazie, mais également de garantir l'amélioration des conditions de vie des travailleurs et de leurs familles, la renaissance et l'indépendance économique et donc politique de la France. Cette dernière préoccupation n'est pas vaine, comme l'illustrent les velléités anglo-saxonnes d'imposer l'AMGOT (Gouvernement militaire allié des territoires occupés) pour l'administration des territoires libérés.

Cela suppose de mettre en sommeil les revendications (comme l'application de la législation du Front populaire ou l'augmentation des salaires), d'exclure la grève comme moyen d'action et de lutter contre le comportement de certaines administrations et de certains patrons. Les métallos, aux côtés d'autres corporations comme celle des mineurs, ont eu une importance cruciale dans la mise en œuvre de cette bataille.

Après la capitulation des armées

allemandes le 8 mai 1945, et tandis que le même jour, une manifestation organisée à Sétif et Guelma en Algérie pour réclamer l'égalité de traitement entre tous les français est violemment réprimée, ce mot d'ordre de « bataille de la production » est plus compliqué à mettre en œuvre, d'autant plus que la situation économique se dégrade un peu plus encore. La nervosité de la classe ouvrière est importante, le pouvoir d'achat ne cessant de se réduire.

Parmi les leviers d'action, il en est un non négligeable, la présence de ministres communistes au gouvernement dont l'un, Ambroise Croizat, est également secrétaire général de la Fédération CGT des métaux. En dépit de l'opposition systématique de la part des socialistes et des radicaux au pouvoir, ceux-ci parvinrent à contourner l'interdiction de la hausse des salaires en permettant la rémunération au rendement, la rémunération des heures supplémentaires, la revalorisation des allocations de chômage et des allocations familiales.

Le climat social évolue à partir du printemps 1946. La CGT rééquilibre son discours entre « bataille de la production » et les revendications, notamment salariales.

Les conquêtes de l'après-guerre

Le référendum du 21 octobre 1945 entérine la mort de la III^e République et l'élection d'une Assemblée constituante. Le gouvernement désigné comprend cinq ministres communistes : Maurice Thorez (ministre d'État), François Billoux (Économie nationale), Marcel Paul (Production industrielle), Ambroise Croizat (Travail), Charles Tillon (Air).

Le parti communiste, auréolé de son engagement dans la Résistance compte autour de 800 000 adhérents en 1945 et 1946 et a obtenu durant ces mêmes années entre 25 et 30 % des voix aux élections. Le 21 oc-

tobre 1945, il a ainsi obtenu cinq millions de voix et 159 sièges de députés.

Différents projets constitutionnels sont discutés au cours de l'année 1946 avant d'être adopté le 13 octobre 1946. La IV^e République est née. Le préambule de la constitution y proclame de nouveaux droits fondamentaux comme l'égalité des sexes, le droit au travail, le droit de grève ou encore le droit à la santé, à l'éducation et à la culture. Le PCF obtient 182 députés aux premières élections législatives de la IV^e République.

On assiste à la mise en place d'une démocratie sociale et économique qui consacre un pouvoir syndical tant à l'entreprise qu'à l'échelle nationale :

1/ Les nationalisations des grands moyens de production fruits du travail commun figuraient dans le programme du CNR de mars 1944 : Charbonnages de France (décembre 1944 puis mai 1946), transports maritimes (décembre 1944), Usines Renault (janvier 1945), Gnome-et-Rhône (mai 1945), transports aériens (juin 1945), Banque de France et les quatre grandes banques de dépôt (décembre 1945), EDF-GDF (avril 1946), principales compagnies d'assurance (avril 1946).

Des pans importants de l'économie échappent donc à la stricte logique du profit même si les statuts sont très différents d'une entreprise nationalisée à une autre. La gestion tripartite prévoit la présence de représentants des salariés, des usagers et de l'État. Il y a là une véritable continuité avec les nationalisations du Front populaire (une partie de l'industrie aéronautique, une partie de l'industrie d'armement (7 août), puis dans les chemins de fer (naissance de la SNCF en 1937).

2/ Il faut ajouter à cela l'élaboration d'un statut pour de nombreuses professions : EDF-GDF, Charbonnages de France, SNCF, etc. Le

statut de la fonction publique, mis en œuvre le 5 octobre 1946 met en place des commissions administratives paritaires (CAP), donnant la possibilité aux organisations syndicales de se prononcer sur la gestion du personnel, notamment sur les mutations et les avancements des fonctionnaires. S'y ajoutent les commissions techniques paritaires (CTP) qui sont chargées du fonctionnement des services. Au sommet, un conseil supérieur de la fonction publique traite des questions générales, tandis que le droit de se syndiquer et de faire grève est reconnu aux fonctionnaires, exception faite des policiers, des gardiens de prison et des militaires.

3/ L'ordonnance du 22 février 1945 est adoptée pour mettre un terme aux expériences variées des comités d'usine en instituant un simple rôle consultatif pour la partie économique. L'enjeu est alors d'obtenir un droit de regard des salariés sur la gestion de l'entreprise. La loi du 16 mai 1946, adoptée après le départ de De Gaulle du pouvoir, permet d'aller plus loin. La création des comités d'entreprise est obligatoire pour les entreprises de plus de cinquante salariés, le comité d'entreprise doit être obligatoirement consulté en matière de gestion et de marche de l'entreprise, les documents remis aux actionnaires doivent lui être communiqués, il peut recourir à un expert-comptable, les élus bénéficient de vingt heures de délégation, etc. L'originalité de cette structure réside dans la combinaison de la gestion des œuvres sociales et la consultation en matière économique. Il écorne le pouvoir patronal et légitime les organisations syndicales qui ont le monopole de présentation des listes au premier tour.

Là encore la continuité est forte depuis le Front populaire, avec la mise en place des délégués du per-

sonnel. Le régime de Vichy poursuit, de manière différente, dans ce sens, en instituant les comités sociaux d'établissement. Enfin, à la Libération, les comités d'usine, bien que variés dans leurs formes, ont ouvert la voie à la reconnaissance de l'activité syndicale.

4/ La création de la sécurité sociale par les ordonnances des 4 et 16 octobre 1945. Annoncé dans le programme du CNR, cet organisme unique couvre les risques maladies, accidents, invalidité, maternité, famille et vieillesse pour toute la population, exception faite des régimes d'exceptions plus avantageux obtenus par certaines professions (mineurs, marins, fonctionnaires, etc.). La gestion des caisses est dévolue aux organisations syndicales dans la proportion $\frac{3}{4}$ salariés, $\frac{1}{4}$ patronat. La désignation des administrateurs est faite par une élection nationale.

La sécurité sociale doit protéger et assurer la cohésion sociale, en redistribuant les richesses selon le principe : cotisation selon ses moyens, prestations selon ses besoins.

La filiation avec l'entre-deux-guerres et notamment les lois sur les assurances sociales de 1928 et 1930 est importante avec cette fois-ci un changement d'envergure et de logique.

5/ La planification économique et la présence des organisations syndicales dans les organismes du commissariat général au Plan dirigé par Jean Monnet est le dernier point. La CGT participe activement à l'élaboration du premier plan quinquennal dont les grandes lignes sont rédigées au cours de l'année 1946 et mis en œuvre au printemps 1948. Il faut également noter la participation au Conseil économique (ancêtre du CESE) dont les rapports, même s'ils restent consultatifs, pèsent davantage sur le pouvoir.

Il faut là encore insister sur le fait que ces éléments n'apparaissent pas à la Libération. La planification a été envisagée par un courant intellectuel dans les années trente et mise en œuvre pour la répartition de l'énergie et des produits industriels de base au sein du régime de Vichy. De même, le Conseil économique existait dès 1924 sous l'appellation de Conseil national économique et de nombreux militants syndicaux y siègèrent.

Conclusions

En 1947, le climat change et une nouvelle période s'ouvre, marquée par la Guerre froide et ses enjeux politiques internationaux, la scission syndicale, les affrontements avec l'État et le patronat.

Cette année clôt une décennie particulièrement importante pour le mouvement syndical qui impose d'importantes conquêtes sociales dont l'impact est encore visible aujourd'hui en dépit des attaques incessantes menées dès les lendemains de leur adoption.

Au-delà de ces avancées, il faut souligner que la reconnaissance du syndicalisme, au niveau de la société, de l'État et du patronat est bien réelle. Là aussi, le rapport de forces a permis de s'imposer dans les processus de décision.



Bernard Lamirand, animateur du Comité d'honneur Ambroise Croizat



Bernard Lamirand © B. Troulet

Je vais vous présenter Ambroise Croizat, l'ouvrier, le militant dans cette période des années trente jusqu'à la libération, période de grands événements qui ont marqué notre pays tant avec le Front populaire, la Seconde Guerre mondiale, la résistance et la libération de la France et la mise en œuvre du programme du CNR auquel Croizat en tant que ministre fut un des acteurs principaux dans sa réalisation.

J'aborderai ce qu'il a entrepris sur les questions des salaires, des conditions de vie et de travail, le sens social qu'il donne à son action syndicale, le travail qu'il effectue pour rassembler les salariés et créer un rapport de force conséquent pour gagner des droits nouveaux pour les ouvriers et en même temps jeter un regard rapide (le temps manque) sur le rôle qu'il joue pour donner à la Fédération de la Métallurgie toute la puissance syndicale qu'il faut pour y parvenir.

Ambroise Croizat vient au militantisme comme une chose naturelle. Ses premières luttes l'inspireront durant tout son parcours de syndicaliste, d'homme politique, de député communiste et de ministre du Travail et de la Sécurité sociale. De ce que l'on peut savoir de

cette entrée dans le mouvement syndical de Croizat, c'est qu'on le retrouve dans tous les conflits revendicatifs de la région lyonnaise. L'idée d'être présent dans les entreprises apparaît comme essentielle dans cette période pour donner de la puissance syndicale après la scission de 1921.

Le parcours militant de Croizat va prendre une autre dimension quand il quitte la région lyonnaise en avril 1926 pour prendre des responsabilités à Paris comme permanent au Comité central de la Jeunesse Communiste. Cela va vite le ramener au syndicalisme et il arrive ainsi à la Fédération unitaire de la métallurgie et en devient l'un des secrétaires en avril 1928.

Ambroise Croizat est donc l'un des principaux responsables de la CGTU de la métallurgie et il écrit beaucoup dans la *Vie Ouvrière*, organe de la CGTU : c'est une des grandes signatures avec celles d'écrivains, d'artistes et de scientifiques progressistes.

Nous entrons alors dans une période nouvelle et dans *Les Hommes du métal*, on voit dans quel contexte Croizat va se retrouver finalement à la tête de cette Fédération unitaire de la métallurgie avec des jeunes militants qui vont devenir rapidement de grands dirigeants du mouvement ouvrier. Le livre *Les hommes du métal* les dépeint ainsi : « Et puis surtout l'intransigeance à l'égard de toute compromission « de classe », l'hostilité fondamentale envers la société d'exploitation en place, la répression syndicale, souvent féroce ont permis - paradoxalement - de forger une génération de jeunes militants et dirigeants unitaires, proches de la « base » appelés à jouer un rôle important dans les luttes syndicales de deux décennies qui vont suivre, de 1930 à 1950... » Et là on retrouve

des hommes qui marqueront de manière indélébile la CGT, comme Benoît Frachon et Ambroise Croizat, tous deux originaires de cette région Rhône-Alpes.

Croizat est un inventeur social, il créait au contact des masses, il s'en nourrit et il est à l'écoute de tous ceux qui apportent leur pierre à l'édifice social qu'il veut construire. Il le fera aussi d'une façon très convaincante, mais avec beaucoup de modestie : c'est un militant très proche des gens et de ses collaborateurs et collaboratrices directes comme le racontait si bien Yvonne Breteau, sa secrétaire décédée l'an dernier et à laquelle nous rendrons hommage tout à l'heure. Je la cite : « Après la Libération, une lettre de la Fédération me demandait si j'étais d'accord pour y reprendre mes activités. D'accord, plutôt deux fois qu'une, et c'est au début 1945 que j'ai repris « le collier » comme secrétaire de Croizat. J'ai pu alors mieux le connaître. Il était très attentif à l'égard des camarades et essayait de les satisfaire dans toute la mesure du possible ». Elle dit : « Tout compte fait, il aimait faire plaisir aux camarades. C'est ainsi que, devant aller à Charleville-Mézières (Ardennes) pour inaugurer, sur la grande place de la ville, un buste de Fuzelier (Secrétaire général de l'USTM CGT des Ardennes) fusillé par les Allemands, - il avait appris que je ne connaissais pas la cathédrale de Reims, où nous devons passer. Sans que je le demande, il a pris des dispositions - surtout d'horaires - pour que je puisse visiter cette superbe cathédrale où tant de rois de France ont été sacrés. À la limite du département des Ardennes, les motards qui devaient nous accompagner jusqu'à Charleville ont trouvé, à l'endroit indiqué, la Chrysler ministérielle, mais pas de ministre ; en un mot,



Ambroise Croizat assis au centre de son équipe ministérielle © DR | IHS CGT métallurgie

personne. Très rapidement, ils ont trouvé celui qu'ils cherchaient dans un tout petit bar où Croizat jouait aux fléchettes et nous le regardions faire. Je pense qu'il n'était pas très « protocolaire ».

Il fallait sortir des formes sectaires qui régnaient dans la CGTU et d'un front « classe contre classe » qui isolait plutôt que de rassembler. Ambroise Croizat va s'y attacher.

C'est en 1935 que l'évolution redevient favorable pour unir et rassembler.

À ce moment là, la Fédération unitaire de la métallurgie est plus importante que celle des confédérés. C'est à partir de la réunification et des conquêtes du Front populaire que la Fédération de la métallurgie progressera fortement en adhérents, de même la CGT réunifiée. Croizat est un militant de terrain,

il va être au cœur des conflits qui se développent dans ces années trente : la grève des forges de Boucau sera un échec mais fait beaucoup réfléchir Ambroise Croizat. Des luttes nouvelles s'engagent à Renault Billancourt, à Citroën avec la première occupation d'usine et des ouvriers métallurgistes de Marseille, ces luttes sont pour lui quelque chose de nouveau dans la façon de travailler et il y prête toute son attention.

Le temps de travail, les conditions du travail en lien avec l'évolution des techniques de production, du travail à la chaîne et du taylorisme, qui se développent sont au cœur de sa réflexion.

La grève des ouvriers métallurgistes de Marseille et environs seront un cas d'école : Croizat va y être partie prenante d'une lutte qui va se dérouler pendant plusieurs semaines : il insuffle le contenu re-

vendicatif à l'écoute des salariés.

Il le signifie dans une de ces interventions dans la *Vie ouvrière* en forme de compte rendu qu'il fait pour l'ensemble des lecteurs, je le cite : « En 1930, commençait à se manifester la crise économique, la région métallurgique des Bouches-du-Rhône occupe encore 20 000 ouvriers. Aujourd'hui [en 1933] l'effectif a sensiblement diminué à 14 000 » et il détaille cette réduction dû à la crise pour ensuite en venir à la situation de ceux qui restent et il indique : « les métallurgistes ont au cours de toute l'année 1932, subi quatre diminutions successives qui représentent pour ces derniers, une réduction globale de 4 francs par jours » et il parle alors de la duperie de l'indice mis en place par les confédérés et les pouvoirs publics. Il reprend l'idée d'un vrai contrat de garantie des salaires, je le cite :



La salle © R. Gauvrit

« une telle idée venant de la part des ouvriers inorganisés, prouvait donc qu'elle répondait aux préoccupations d'une quantité importante de métallurgistes de la région ». Des rassemblements sont alors organisés, un meeting se déroule avec plus de 1 000 ouvriers et il n'oublie pas l'organisation syndicale et sa force et émerge l'objectif d'un congrès des usines.

Ce développement de l'action syndicale soulignera les résultats obtenus sur les salaires et Croizat met en avant les métallos de La Ciotat, fief confédéré, et il précise : « nous ne possédons aucune organisation mais notre influence s'y renforce chaque jour, le dernier meeting du Front unique que nous avons convoqué a réussi : plus de 400 ouvriers, la plupart confédérés » et il cite les avantages obtenus : vers un nouveau contrat collectif, augmentation de 4 francs

par jour pour tous, travail aux pièces 25 % du salaire nominal et une série de dispositions ayant trait aux conditions de travail et aussi le refus de l'échelle mobile car elle est tenue par les officines patronales.

Il finit son article par une grande satisfaction : 300 adhésions nouvelles sont enregistrées à la CGTU.

Toutes ces actions montrent que les choses bougent dans le paysage syndical et politique, cela va aller vite après les grandes manifestations de 1934 contre le fascisme. Le 12 février, c'est la rencontre et la fusion des deux forces syndicales opposées pour faire front à cette montée de l'extrême-droite française.

Ambroise Croizat est au cœur des combats de 1936 et on le retrouve au Havre lors du conflit qui se déclenche à Bréguet concernant le

licenciement de deux ouvriers - première occupation de 1936 - et qui prendra immédiatement une grande ampleur puisque toute la France des usines va entrer en occupation pour la satisfaction des revendications et appuyer le Front populaire qui a triomphé aux élections législatives de 1936 et surtout pour que les revendications ne restent pas au bord du chemin.

Ce que l'on peut dire c'est que le travail effectué dans la CGTU pour un syndicalisme de masse - ce que Frachon et Croizat et leurs camarades appellent le Front unique - va créer ces conditions nouvelles qui naissent en 1936 : réunification de la CGT, rassemblement contre les menées fascistes en France, programme revendicatif où la convention collective devient l'outil nécessaire pour rassembler pour la satisfaction des revendications et victoire du Front populaire.



La salle © B. Troulet

C'est d'ailleurs avec cette unité retrouvée que Croizat devient le Secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie réunifiée lors du congrès CGT de Toulouse et confirmé par un congrès fédéral à Paris en novembre 1936.

Cela va se traduire par des adhésions massives à la CGT et à la FTM CGT reconstituée et le développement d'activités sociales et culturelles nouvelles.

Et notamment la naissance de toute une infrastructure sociale et culturelle avec les Unions fraternelles de la métallurgie. On peut dire que Croizat en fut un des principaux acteurs aux côtés de Benoît Frachon et de Henri Gautier.

Il intervient sur les questions de la réduction du temps de travail, les 40 heures viennent d'être gagnées et l'on pressent que cette question du temps de travail fait partie de sa

démarche à travers le temps pour vivre et les congés payés verront encore d'autres évolutions sous son ministère après la libération.

La période qui vient ne sera pas de tout repos et il manifeste un intérêt certain sur les questions industrielles et particulièrement des productions de l'acier dont on sent bien que les maîtres de forges vont tout faire pour que le devenir industriel et économique du Front populaire soit asphyxié : chacun sait à quel point ce patronat du Comité des Forges veut sa revanche sur les accords Matignon.

Ce Front populaire ne va vivre que peu de temps, les pressions patronales et les menaces de guerre entraînent la remise en cause des lois du Front populaire, une grande grève sera réprimée en 1938 et derrière cette grève le climat se tend dans la CGT, les ac-

cords de Munich puis le pacte germano-soviétique, permettront à tous les anti-unitaires de remettre en cause l'unité de la CGT et ce sera l'expulsion des dirigeants unitaires et des syndicats qui ne font pas allégeance.

C'est la prison pour Croizat et ses camarades... Des militants et dirigeants sont alors arrêtés et nombre d'entre eux, dont Timbaud et Gautier, ne reviendront pas. Croizat sera emprisonné puis transféré à la prison de Maison Carrée à Alger. Le livre des 27 du *Chemin de l'honneur*, nous indique ce que fut le calvaire de ces militants syndicaux et politiques dans cette prison et les témoignages ne manquent pas sur le rôle joué par Croizat dans ces moments difficiles.

Croizat et ses compagnons du Chemin de l'honneur furent libérés après bien des contorsions en 1943 par les alliés et Croizat va rejoindre le Comité français de libération nationale à Alger sous la présidence du Général de Gaulle. Il travaillera à ce qui se fera à la Libération en matière les nouvelles conquêtes sociales. Il est dans les commissions qui traitent des questions sociales de la libération. À la libération de la France, dès 1944, il présidera la Commission des affaires sociales en qualité de syndicaliste et de Secrétaire général de la Fédération de la métallurgie reconstituée. De l'avis de ceux qui l'ont côtoyé, c'était un interlocuteur pugnace sur toutes les lois sociales.

Mais, comme il faut vite en arriver à cette période qui va de 1945 jusqu'à son départ du gouvernement en 1947, je ne vous parlerai que de son rôle délicat quand il est ministre tout en étant toujours le Secrétaire général de la FTM CGT. Il laissera le soin à Raymond Semat et au secrétariat de remettre sur pied la Fédération des métaux et en état de marche. Mais sa présence est toujours là, discrète, mais utile pour son rôle de ministre, car il ne veut pas être éloigné des problèmes qui se posent dans un pays détruit et ruiné par la guerre, et la façon de reconstruire le pays implique pour lui la nécessité de garder le contact direct avec les salariés et les militants et il se déplace dans le pays pour rencontrer à nouveau les salariés, il inaugure des caisses de Sécurité sociale, il défend les salariés concernant l'application des grilles de salaires, il travaille la représentation des salariés dans les entreprises et notamment les comités d'entreprises.

Il sait qu'il peut s'appuyer sur une Fédération de la Métallurgie forte puisqu'elle approche le million de syndiqués, c'est une force considérable et il s'adossera tout au long de son ministère sur cette force

qu'est la CGT, qui elle, culminera à 5 millions d'adhérents, pour atteindre les objectifs de conquêtes sociales et notamment la réalisation du Programme du Conseil national de la Résistance.

Ses interventions lors des congrès de la CGT et ceux de la Métallurgie montrent à quel point il reste attentif aux problèmes que rencontrent les salariés à cette époque et notamment concernant le relèvement des salaires, les retraites, les allocations familiales, l'amélioration de conditions de travail, les conventions collectives et le droit syndical.

Nous connaissons tous le travail qu'il a réalisé durant son ministère et je citerai simplement deux grandes réalisations dont il est incontestablement celui qui les a mis en place : la Sécurité sociale et les Comités d'entreprises.

Ces réalisations et bien d'autres eurent un grand retentissement : elles sont et restent des marqueurs de la place du monde du travail et l'on mesure encore aujourd'hui leur impact dans la vie sociale et économique. La loi El Khomri, vise à remettre en cause ces conquêtes sociales de 1936 et de 1945.

Croizat reprendra sa responsabilité de Secrétaire Général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie au départ des ministres communistes du gouvernement dirigé dès lors par les socialistes et les centristes.

Il va tout de suite agir pour les revendications et mettre l'accent sur la présence syndicale au plus près des ateliers, services et bureau dans ce moment de la guerre froide et de la division syndicale avec la création de FO. C'est la période où éclatent des mouvements revendicatifs sur les salaires car les travailleurs se plaignent des hausses des prix à jet continu et il dit et cela nous rappelle ce qui se passe en ce moment - je le cite : « il est certain qu'on ne peut pas, à la fois, s'inféoder au dollar,

courber l'échine devant les volontés des financiers de Wall-Street et s'occuper de la France et de la classe ouvrière, principal élément sur lequel nous comptons pour la reconstruction du pays et pour la défense de la république ».

Il engage le fer dans les derniers moments de sa vie contre le cartel de l'acier qui se transforme en Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. Il ne s'est pas trompé, l'acier français puis européen a été écrabouillé par ce rassemblement de l'industrie de l'acier sous la houlette des maîtres des forges européens.

Il revient à cette époque sur ce qui a toujours été sa démarche, le contrat collectif fait par les travailleurs et il souligne que l'idée d'une convention collective nationale ne pouvait être valable que si elle s'appuie sur des conventions locales et départementales.

Une autre de ses déclarations parues dans la *Vie Ouvrière* de janvier 1949 est édifiante encore aujourd'hui sur les question de la paix : il s'insurge contre le commerce des armes et le réarmement et je le cite encore : « on parle d'obus, de chenillettes, de chars ... pourquoi faire ? Il faut réclamer avec toute la population laborieuse non pas des armes de guerre, mais des camions, des tracteurs, des avions de commerce, des machines outils. Nous voulons travailler à la reconstruction et au rééquipement, c'est-à-dire à la paix " : n'est-ce-pas toujours d'actualité, aujourd'hui, où il faut reconquérir notre industrie ?

Enfin, dernière chose, une phrase qu'il répétait souvent et qui montrait à quel point la division syndicale était perçue chez lui comme contraire à sa conception du syndicalisme de classe et de masse : il disait aux travailleurs dans cette période de dures réalités : « Pas unis pas d'acquis ».



- Introduction | C. Ven _____ p. 3
- Les grèves de 1936 chez Citroën | A. Courban _____ p. 10
- La Libération | E. Tellier _____ p. 14
- La figure d'Ambroise Croizat | B. Lamirand _____ p. 19
- Table des matières _____ p. 25
- Adhésion IHS CGT métallurgie _____ p. 26

Supplément aux *Cahiers d'Histoire de la Métallurgie* | 94, rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris
01 53 36 86 38 | ihs.gas@free.fr | www.ftm-cgt.fr | rubrique Histoire
maquette IHS | impression FTM CGT | décembre 2016



COTISATION



**POSSIBILITÉ DE PRÉINSCRIPTION
POUR UNE DEMANDE DE PRÉLÈVEMENT**

Avec un relevé d'identité bancaire IBAN

**L'adhésion inclut
Les Cahiers d'histoire de la Métallurgie**

Règlement par chèque à l'ordre de :

L'Institut CGT d'Histoire Sociale de la Métallurgie

à adresser à :

IHS Métallurgie

94, rue Jean-Pierre Timbaud 75011 PARIS

01 53 36 86 38 | ihs.gas@free.fr

USTM | UL | Syndicat |

Organisme | Association :

82 €

Moins de 50 adhérents :

22 €

CGT individuel :

22 €



**Le pouvoir
d'agir
ensemble sur
l'essentiel.**

Crédit photo : Getty Images - Ezra Bailey

La Macif est une entreprise de l'économie sociale.

Sans actionnaires à rémunérer, la Macif réinvestit ses profits au bénéfice de ses 5 millions de sociétaires et dans l'intérêt commun. Ainsi, les sociétaires ont le pouvoir d'agir ensemble pour une économie plus sociale et plus solidaire.

Plus d'informations sur [macif.fr](https://www.macif.fr)



Essentiel pour moi

MACIF: MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4 rue de Pied de Fond 79000 Niort.